

# dial

## diffusion de l'information sur l'Amérique latine

43 TER, RUE DE LA GLACIÈRE - 75013 PARIS - FRANCE - TÉL. (1) 43.36.93.13 - FAX. (1) 43.31.19.83

Hebdomadaire - n° 1893 - 23 juin 1994 - 6 F

### D 1893 COLOMBIE : DES ÉVÊQUES ACCUSÉS DE COLLUSION AVEC LA GUÉRILLA

A plusieurs reprises au cours du mois de mars 1994, le journal **El Tiempo** a accusé l'évêque de Sincelejo (département de Sucre) d'avoir participé à La Havane, en janvier dernier, à une réunion de la "Coordination de guérillas Simon Bolivar". Au démenti catégorique de Mgr Nel Beltrán, avec preuves à l'appui, le journal a opposé sa version basée, selon ses dires, sur des informations émanant des services de renseignement de l'État colombien. Le 27 mars 1994, **El Tiempo** reconnaissait s'être trompé.

Parallèlement plusieurs évêques des régions affectées par la guerre intérieure recevaient des menaces de mort pour "intelligence avec la subversion".

Lors de sa déclaration au terme de son assemblée plénière du 13 juillet 1993, l'épiscopat colombien s'était résolument déclaré en faveur d'une issue négociée du conflit armé et de la justice sociale comme suppression de la cause du conflit. En juin 1993 déjà, Mgr Castrillon avait fait une déclaration en ce sens; il s'en était suivi une vive polémique lancée par les milieux militaires.

Au moment où quelques progrès sont enregistrés dans la négociation avec la guérilla (cf. DIAL D 1877), quatre évêques sont particulièrement dans la ligne de mire du ministère de l'intérieur et de l'armée: Mgr Gómez, évêque de Socorro y San Gil (Santander); Mgr Beltrán, évêque de Sincelejo (Sucre); Mgr Merlano, évêque de Tibú (Norte de Santander); et Mgr Cancino, évêque d'Apartadó (Antioquia).

Article explicatif ci-dessous extrait de **Utopías** d'avril 1994.

Note DIAL

### LES ÉVÊQUES DANS LA BATAILLE DE LA PAIX

Il est très difficile dans ce pays de se défaire du pessimisme ambiant, car l'opinion publique est manipulée à coups d'équivoques et apeurée par la désinformation et le mensonge. Aussi faut-il saluer l'apparition soudaine d'une lumière porteuse d'espoir. Tel est en effet le cas de la décision de l'épiscopat catholique de prendre ouvertement position pour la paix dans le concert des voix qui, de divers côtés, appellent à la guerre.

Les évêques se sont vu reprocher cette hardiesse. Des généraux des forces armées les ont taxés de subversifs. Le procureur général de la République les a qualifiés d'agents de liaison de la guérilla et a ouvert des enquêtes judiciaires sur quatre d'entre eux. Des enquêtes qui passent maintenant à des tribunaux ecclésiastiques, selon une opération qui révèle les ambiguïtés du concordat.

Le journal **El Tiempo**, se faisant Grand inquisiteur, a monté une campagne de dénigrement et de diffamation à l'encontre de Mgr Beltrán. Le journal télévisé QAP a fabriqué un montage mensonger à partir d'un film de 1991 pour présenter l'évêque de Tibú comme portant atteinte au statut de sécurité. Le journal **La Prensa** de Bogotá a cherché avec légèreté à faire de l'audience en jetant de l'huile sur ce feu d'attaques convergentes.

Seul, le journal El Colombiano de Medellín s'est maintenu dans une ligne éditoriale de soutien ouvert à la décision de l'épiscopat de se lancer sérieusement dans cette bataille pour la paix. Quelques rares journalistes isolés ont pris le risque d'affirmer leur solidarité.

Cette avalanche d'agressions déclenchée en premières pages des journaux et aux informations télévisées aurait pu provoquer des dégâts s'il n'y avait eu la réaction directe des évêques. La transparence et la fermeté de l'épiscopat a eu un effet clarificateur dans cette offensive contre les efforts de paix et contre la vérité des faits. La fermeté dont a fait preuve Mgr Pedro Rubiano, président de la conférence, à l'égal des autres prélats, a déconcerté les grands médias et les a contraints à revoir leurs positions. De façon significative, en pleine période d'agressions, les évêques se sont rendus dans les locaux de El Tiempo pour y établir le dialogue. C'est cette attitude qui a fini également par faire mettre entre parenthèses les positions des militaires et du gouvernement qui avaient réussi à persuader l'opinion publique que faire le bien en Colombie c'est faire la guerre et que rechercher l'unité des Colombiens c'est faire le mal.

Il ne faut pas oublier que de telles attaques, en Colombie, sont mortelles. Quand, en 1990, un ministre de l'intérieur avait accusé Bernardo Jaramillo Ossa, un artisan de paix<sup>1</sup>, d'être l'allié de la guérilla, il avait signé son arrêt de mort: il était effectivement assassiné quinze jours plus tard. Il y a des dizaines de cas similaires. De fait, plusieurs évêques ont déjà reçu des menaces de mort: Leonardo Gómez, de Socorro y San Gil (Santander); Nel Beltrán, de Sincelejo (Sucre); Luis Madrid Merlano, de Tibú (Norte de Santander); et Isaías Duarte Cancino, de Apartadó (Antioquia). En ce qui concerne encore l'évêque de Sincelejo, son voyage de vacances - qu'un rapport mensonger des militaires et les déclarations du ministère public et de El Tiempo ont présenté comme un voyage pour une rencontre au sommet de la guérilla - s'est déroulé avec, en arrière-plan, la terrible pression de groupes paramilitaires qui avaient annoncé à diverses reprises qu'ils le tueraient à cette époque-là.

### Ouvrir des chemins de paix

L'épiscopat s'était prononcé lors de son assemblée de la mi-1993 pour une issue négociée au conflit et pour l'ouverture d'un dialogue. En parfaite cohérence avec cette prise de position, les évêques de Socorro y San Gil, de Tibú, d'Urabá (dans le diocèse d'Apartadó), ainsi que des régions du Magdalena Medio, du Cauca et de Los Llanos (Meta), ont agi en faveur de la réconciliation dans chacun de leurs territoires marqués par la guerre. La même disposition s'est retrouvée sur les scènes de violence urbaine. Le diocèse de Medellín, dans la personne de Mgr Héctor Fabio Henao, est entré résolument dans la voie du dialogue avec les milices populaires des communes; les curés de Ciudad Bolívar et ceux d'Agua Blanca à Cali ont oeuvré dans le même sens. A Bogotá, de jeunes miliciens ont remis leurs armes qui ont été fondues, en monument métallique en l'honneur de Horacio Arango, jésuite et secrétaire exécutif de Programme pour la paix. Et Mgr Nel Beltrán a joué un rôle déterminant dans les négociations entre le mouvement Courant de renouveau socialiste et le gouvernement qui se sont soldées par la signature de l'accord de paix de Flor del Monte du 9 avril dernier<sup>2</sup>: il n'a pas seulement été un témoin et un garant de moralité, mais il a aussi apporté une contribution intellectuelle et un climat de confiance.

La position de l'épiscopat comme tel a été modérée. Il est évident qu'il y a des nuances entre évêques quand ils ont à se prononcer sur la recherche de la paix. En général, les évêques dont les diocèses se situent dans les zones de conflit armé font preuve de plus de fermeté dans leurs dénonciations des actes arbitraires de l'armée et de la guérilla, et sont davantage disposés au dialogue régional.

<sup>1</sup> Candidat aux élections présidentielles de 1990, au titre de l'Union patriotique (cf. DIAL D 1487).

<sup>2</sup> Cf. DIAL D 1877 (NdT).

Trois points semblent être en jeu dans cette offensive contre l'épiscopat de la part du gouvernement, des militaires et du pouvoir médiatique: 1) la peur que l'Église intervienne en politique; 2) l'interprétation totalitaire du Statut de sécurité nationale; 3) la viabilité ou non d'une issue militaire.

### L'intervention de l'Église dans la politique

La peur de l'intervention de l'Église dans la politique relève de précédents historiques. Dans l'imaginaire collectif du pays demeure le souvenir des décennies durant lesquelles le catholicisme a été un facteur de division, quand la hiérarchie soutenait le Parti conservateur contre le Parti libéral. Tout récemment des groupes ont cherché à créer de nouveaux partis, mais les tentatives ont été un échec se soldant par les assassinats impunis de 1.400 membres de l'Union patriotique, dans le contexte de la campagne des FARC et du Parti communiste pour une "coordination des formes de lutte"; l'échec a également été celui de l'Alliance démocratique M-19 qui a été incapable de proposer une alternative réelle. Il en est résulté que la Colombie est revenue à son bipartisme traditionnel, dans un climat de déception envers la politique pour des dizaines de milliers d'électeurs ayant voté en blanc et pour des millions d'abstentionnistes.

Il est donc naturel que ce retour au bipartisme réveille de vieux souvenirs et que certains, dans leur volonté de bien faire la différence entre les "rouges" et les "bleus", veuillent classer la hiérarchie de l'Église dans l'une ou l'autre de ces deux catégories. En réalité, à l'heure actuelle, cette différence n'existe plus vu que les deux partis ont la même idéologie capitaliste et se partagent le pouvoir dans un même État néolibéral qui est le champion mondial en matière d'exécutions extrajudiciaires, de disparitions forcées et d'impunité. Dans un tel climat, il est naturel que des membres importants du gouvernement libéral considèrent l'Église comme un élément qui est de retour dans la prétendue opposition entre les deux partis. Cela est particulièrement significatif dans une matière hautement politique comme peut l'être la paix nationale devenue, pour les milieux gouvernementaux, une question de prestige et une pomme de discorde dans la course au pouvoir.

Mais s'il y a une chose qui apparaît aujourd'hui de plus en plus clairement, c'est un profil de l'Église catholique colombienne et de sa hiérarchie qui prend de plus en plus ses distances par rapport aux disputes entre libéraux et conservateurs. Les évêques ne sont pas en train de conspirer contre un gouvernement libéral quand ils oeuvrent à la réconciliation dans leurs diocèses; ils feraient de même sous un gouvernement conservateur. Plusieurs d'entre eux, ces derniers jours, ont déclaré avec insistance que l'unité de la communauté nationale est la seule perspective qui les intéresse; qu'ils veulent travailler à la réconciliation à partir de leurs régions; que c'est leur devoir d'évêque le plus important; qu'ils sont envoyés à une communauté régionale donnée pour y faire la paix et la fraternité; et qu'ils ne peuvent manquer à cette mission.

En dépit de telles déclarations, le ministère public et le ministère de l'intérieur s'emploient à vouloir les ramener au XIXe siècle.

En réalité, face à cet imaginaire collectif comme survivance des temps du conservatisme catholique et du libéralisme laïque, la hiérarchie de l'Église se trouve dans la position d'avoir à relever un défi nouveau pour elle: être une autorité morale capable de rassembler tous les citoyens colombiens sous la bannière de la défense de la vie, de la construction de la paix, du refus de la corruption, de la dénonciation de l'injustice sociale et de la violation des droits de l'homme, de la recherche d'une issue négociée au conflit armé, de l'invitation à la tolérance, de la protection des droits de la femme, des enfants et des personnes âgées, ainsi que de toutes les causes propres à édifier une communauté humaine.

## Le Statut de sécurité nationale

Sur un autre registre, la législation concernant la sécurité nationale interdit tout contact avec des groupes subversifs sans autorisation du pouvoir exécutif. Elle s'oppose également aux dialogues par régions. L'interdiction repose sur la crainte du gouvernement central d'assister à une atomisation du pays. Une crainte qui vient de la manière de travailler chez les caciques politiques régionaux, soucieux de conserver leur monopole local. Une crainte qui vient également de la réserve de pouvoir existant en arrière-plan de la guerre et de la paix, car tous les hommes politiques savent pertinemment que celui qui gagne la paix se place en position avantageuse dans la compétition entre politicards créoles de type obtus.

Dans toute cette agitation, le gouvernement n'a pas saisi que les membres de la hiérarchie ecclésiastique ne sont pas un facteur d'atomisation du pays mais au contraire un facteur d'articulation entre ses divers éléments.

Une chose est sûre aujourd'hui: quand les évêques abordent les sujets les plus délicats des affaires du pays, ils le font de manière très coordonnée. Ils présentent une unité de corps en la matière qu'aucune autre institution nationale ne peut offrir aux Colombiens.

Une gestion sensée des affaires publiques consisterait à faire tout le contraire de ce qu'ont fait les gouvernements colombiens: elle ferait des évêques les sentinelles, les garants moraux et les agents actifs de la paix dans leurs diocèses, et elle leur apporterait tout l'appui nécessaire. Parallèlement à cette action culturelle et religieuse, elle organiserait le dialogue et la négociation sous le contrôle de l'État en fonction des réalités régionales, mais selon un plan global.

Au lieu de cela, le gouvernement, les services de renseignement militaires, les journalistes concernés de El Tiempo et le montage mensonger du journal télévisé QAP ont donné la preuve de leur méconnaissance du pays. C'est précisément parce qu'ils sont ignorants et parce qu'ils ont peur de se confronter à la réalité qu'ils lancent des informations fausses. Qu'est-ce qu'un ministre de l'intérieur peut bien pouvoir dire d'une région où sévit la violence, en comparaison d'un évêque de Tibú ou de Socorro y San Gil avec sa connaissance concrète de terrain? Qu'est-ce que les services de renseignement d'Urabá peuvent avoir à dire alors qu'ils ne se hasardent pas hors de la route principale, face aux curés et aux groupes chrétiens intégrés aux réalités de la base et à la vie des gens?

L'attitude des évêques, de nombreux hommes et femmes d'Église, ainsi que des organisations de la société civile concernant la paix et la sécurité nationale est également révélatrice d'une divergence d'appréciation de la situation nationale par rapport au ministère public, à l'armée et à différents organes d'État. Pour ces derniers la paix et la sécurité nationale sont une réalité, un bien de la nation et de l'État; selon eux, la paix est un présupposé, un fait préexistant. Il s'ensuit que quiconque n'est pas en paix est alors un ennemi à combattre par tous les moyens; quiconque s'oppose à l'ordre établi est un subversif.

Pour les nombreux Colombiens oeuvrant pour la justice et la réconciliation nationale, la paix est à construire. Elle n'est pas toute faite, elle est une attente ardente, elle est devant nous comme oeuvre commune.

## Le dialogue pastoral

C'est pourquoi parler de "dialogue pastoral" comme le font les évêques quand ils rencontrent les guérilleros est une expression qui prend tout son sens dans une telle perspective de paix à construire. Cela ne veut aucunement dire qu'ils négocient avec la guérilla, car la négociation n'est pas de leur compétence. La négociation relève de l'État, et les évêques ne sont pas l'État. Leur perspective de travail est celle de la

signification profonde de la vie humaine par rapport à Dieu, de la construction d'une société fraternelle en Colombie, de la réconciliation entre Colombiens avant et après tout pacte ou règlement social.

Le qualificatif "pastoral", dans sa dimension religieuse, est donc légitime. Cela ne veut pas dire que le dialogue pastoral soit une question de thèmes religieux, une équivoque que l'expression peut éventuellement entretenir. En effet, quand les évêques parlent avec les guérilleros, c'est en fonction des centres d'intérêt des insurgés; et c'est à partir de ces centres d'intérêt que les évêques peuvent soulever le problème des dimensions éthiques et religieuses de l'action politique.

### Le refus de la solution militaire

C'est le troisième point qui sous-tend l'offensive gouvernementale contre les évêques. La polémique a fait clairement apparaître que, pour des médias tels que le journal *El Tiempo* et le journal télévisé QAP la seule issue face aux violences actuelles en Colombie est militaire. Il en est de même pour le procureur général de la République, qui est redevable à l'armée de son combat contre le trafic de stupéfiants à la Escobar. Et c'est évidemment le cas des forces armées qui, par définition, sont radicalement favorables à une guerre totale. Quant aux principales forces économiques du pays, elles sont malheureusement acquises à cette thèse.

Pendant des années, divers instituts ont mené enquêtes sur enquêtes qui toutes concluent, contre la thèse de l'anéantissement et de la soumission par la force, à la nécessité d'une issue négociée dans le cadre de règlements régionaux et d'un accord global. Ces enquêtes n'ont servi à rien.

Avec un entêtement stupéfiant, le gouvernement a déclaré la guerre, doublé les dépenses militaires, triplé les rémunérations des militaires, affirmé qu'il en finirait avec la guérilla avant la fin de son mandat, pour constater à son terme que la guérilla est aujourd'hui plus forte qu'il y a quatre ans. Cet entêtement n'a servi à rien.

L'actuel scénario d'une guerre interminable a fait de la Colombie un cas parmi les plus graves du monde en matière de violation des droits de l'homme. Ces violations n'ont servi à rien.

Aussi, face à cette attitude, trouve-t-on les combattants de la paix. Ils sont légion dans le pays. Puisse l'attitude actuelle des évêques délimiter une ligne de non retour !

(Traduction DIAL - En cas de reproduction, indiquer la source DIAL)